

mercredi, 17 juillet 2013 15:14

USA: les islamistes ne sont-ils que les idiots utiles de l'Occident ?

IRIB-Les services de renseignements algériens et leurs homologues russes..

.... seraient à l'origine du revirement américain dans le soutien aux dirigeants islamistes du Qatar et de l'Egypte ainsi que dans les pays qui ont connu des événements du printemps arabe.

En effet, le président des Etats-Unis, Barack Obama avait décidé de se débarrasser des deux responsables qataris, Hamad Ben Khalifa et Hamad Ben Jassim, en mai dernier eu égard aux documents très compromettants pour lui, que les services russes –avec l'aide des services algériens- ont fait parvenir à quelques Sénateurs américains et à des journalistes du *Washington Post* et du *New York Times*.



Selon *Tunisie-Secret* qui révèle ces informations ce lundi sur son site web, l'affaire devait être étouffée n'eut été la détermination du Sénateur James Inhofe, qui avait réussi à convaincre un grand nombre de ses collègues républicains.

Les convaincre que cette fois-ci, la procédure de destitution (impeachment) contre Obama doit aller jusqu'au bout, compte tenu des faits qui lui sont reprochés et sur lesquels il va devoir s'expliquer devant le Sénat.

L'attaque d'Al-Qaïda contre l'ambassade US à Benghazi

Dès le début du mois de mai dernier, James Inhofe avait persuadé bon nombre de ses collègues Sénateurs d'entamer une procédure d'*Impeachment* contre Obama, accusé d'avoir dissimulé aux américains la vérité sur l'attaque contre l'ambassade des Etats-Unis à Benghazi, lors de laquelle l'ambassadeur Chris Stevens a été violé et exécuté.

La tentative de dissimuler certaines vérités sur l'attaque de Benghazi par la Maison Blanche est qualifié de “mensonge d'Etat le plus flagrant de l'histoire américaine”.

Mais l'initiative des sénateurs visant à destituer le président a tourné en “comité spécial d'enquête du Sénat” sur l'affaire Benghazi et plus exactement sur le rapport de la CIA qui a été retouché par l'administration Obama, dissimulant ainsi des vérités que l'opinion publique américaines devait connaître. Le rôle du Sénateur de l'Arizona John McCain a été déterminant dans cette tournure des événements.

Toujours selon la même source, les douze versions du rapport de la CIA obtenues par le journaliste Jonathan Karl de la Chaine ABC prouvent bien que les termes “terrorisme” et “Al-Qaïda” ont été volontairement supprimés de la version initiale, et que la version finale du rapport s'est évertuée à présenter l'attaque de l'ambassade américaine à Benghazi comme l'action spontanée de quelques “têtes fêlées”, offensées par une vidéo parodiant le prophète Mohamed, et non une attaque terroriste planifiée par Al-Qaïda, qui voulait commémorer l'anniversaire de l'agression terroriste sur les Tours Jumelles de New York. Ces révélations sont en contradiction directe avec la version relayée par Jay Carney, le porte-parole de la Maison Blanche.

D'ailleurs un mémorandum fuité le 2 mai 2013 et obtenu par Jonathan Karl cite la porte-parole du

Département d'Etat Victoria Nuland, demandant à ses collaborateurs d'éviter de mentionner que la CIA avait prévenu le Département d'Etat d'une éventuelle attaque terroriste à l'anniversaire du 11 septembre, dans la mesure où cela pourrait apporter de l'eau au moulin des Républicains pour leurs critiques de la politique internationale d'Obama.

Le refus de Barack Obama, pendant plus de deux semaines, de qualifier l'agression de Benghazi "d'attaque terroriste" a conduit plusieurs observateurs à supputer que la demande de Victoria Nuland d'éviter de parler de terrorisme remonte à Obama en personne.

Ces révélations ont amené le député de Floride, Ted Yoho, à déposer une proposition de loi le 26 juin dernier, pour interdire à toute agence ou institution américaine, l'allocation de fonds en vue de fournir une assistance militaire aux forces dites d'opposition en Syrie.

S'exprimant devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, Yoho a réitéré ce qu'il avait dit à l'origine : "Quiconque pense qu'armer l'opposition rebelle en Syrie est une bonne idée devrait apprendre les leçons du passé. Les mêmes politiques ont créé des monstres en Irak, Afghanistan et ailleurs dans le monde. L'opposition syrienne est un mélange de groupes comme les Frères musulmans de Syrie et autres organisations qui ont fait allégeance à Al Qaïda".

Al-Qaïda, une succursale des services qataris

Les relations entre Al-Qaïda et le Qatar remontent à des années. Outre le soutien financier à cette organisation terroriste apporté par des hommes d'affaires qataris proches de Hamad Ben Jassim, ainsi que par des associations dites caritatives, Al-Jazeera est devenue le principal relai médiatique de "cheikh Ben Laden", comme l'appellent les présentateurs de cette chaîne islamo-terroriste.

Tous les services occidentaux étaient au courant de cette collaboration étroite entre l'oligarchie mafieuse et l'organisation terroriste... jusqu'au jour où cette relation est devenue trop flagrante pour pouvoir continuer.

En dépit du fait qu'Obama avait encore besoin des services d'Al-Qaïda en Syrie, en Irak et au Maghreb, ainsi que des très précieuses relations entre cette "ONG" de Ben Laden et Qatar Charity, le président américain a saisi la gravité de l'affaire en se débarrassant rapidement de ses deux complices et valets devenus trop encombrants : Hamad Ben Khalifa et Hamad Ben Jassim.

Sans toutefois prévenir François Hollande, ce qui aurait évité à celui-ci de se rendre à Doha 24h avant l'éviction officielle des deux Hamad.

Obama a changé les deux têtes du pouvoir au Qatar pour que le président de la première démocratie du monde ne soit pas accusé à son tour de soutien au terrorisme, notamment celui d'Al-Qaïda, supposée être l'ennemi numéro 1 des Etats-Unis et du monde entier.

Barack Obama savait très bien que Hamad Ben Khalifa et Hamad Ben Jassim finançaient les Frères musulmans, Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes, mais tant que cela servait les intérêts stratégiques de l'Empire, il a laissé faire ses valets.

Si cette collaboration étroite entre le Qatar et Al-Qaïda était encore floue en Tunisie, au moment des événements de janvier 2011, elle est devenue parfaitement claire en Libye, ensuite en Syrie. C'est d'ailleurs pour cette raison que les Français ont décidé de faire le grand nettoyage au Mali.

Les premières mesures prises par cheikh Tamim prouvent a posteriori les raisons pour lesquelles son père a été éjecté : expulsion immédiate de Khaled Mechaal et d'autres dirigeants du Hamas qui vivaient à Doha après avoir longtemps profité de la générosité syrienne, fermeture de la représentation "diplomatique" des Talibans à Doha, humiliation et expulsion de Youssef Qaradaoui, neutralité apparente dans les affaires intérieures égyptiennes...

La surprise égyptienne

Mais, dans la précipitation, Obama n'a pas réalisé que le changement à la tête de l'oligarchie qatarie pouvait avoir un impact immédiat sur l'Égypte.

Cela s'appelle en stratégie et en géopolitique un effet d'agrégation ou un effet secondaire. Les officiers libres de l'armée égyptienne ont profité de cette brèche pour déposer, le 3 juillet, Mohamed Morsi, d'autant plus qu'ils étaient certains du soutien d'une grande majorité du peuple égyptien, totalement édifiée sur la "morale", la "compétence" et le "patriotisme" des Frères musulmans au pouvoir grâce au soutien financier et médiatique du Qatar et à l'appui diplomatique des États-Unis.

Pour le général Abdefattah Al-Sissi, c'était en réalité une course contre la montre: juste après son premier communiqué du 26 juin, les Frères musulmans avaient pris la décision de l'arrêter et de dissoudre le haut conseil militaire.

Face à cette situation qui était totalement imprévisible et à ce fait accompli, Obama avait d'abord parlé d'une "seconde révolution", et non point de coup d'État.

Dans un second temps, ne sachant plus sur quel pied danser, il a déclaré que "les lois des États-Unis n'autorisent pas de soutenir financièrement un pays victime de coup d'État", allusion à l'aide annuelle (1 milliard et demi de dollars) que l'Amérique accorde à l'armée égyptienne depuis des années.

Depuis la semaine dernière, la position américaine s'est stabilisée autour d'une solution médiane: on prend acte du changement en Égypte, mais il faut libérer Mohamed Morsi et s'abstenir de persécuter les Frères musulmans.

Ce n'est pas le sort de Mohamed Morsi qui inquiète l'administration américaine, mais tous les engagements secrets de ce président vis-à-vis d'Israël et des États-Unis.

L'engagement (écrit) le plus scandaleux, qui a provoqué la colère et l'indignation des Égyptiens, est le renoncement de l'Égypte à 40% des territoires du Sinaï au profit des réfugiés Palestiniens.

L'affaire ne serait pas grave s'il s'agissait d'un acte de générosité islamiste à l'égard du peuple palestinien. Mais en réalité, il s'agissait d'une "promesse de vente" dans laquelle les Frères musulmans ont touché 8 milliard de dollars du Trésor américain.

Le document attestant cette opération "immobilière" a été envoyé par le général Al-Sissi au Sénat américain. Ce document porte la signature de Mohamed Morsi, de Mohamed Badi, le chef suprême des Frères musulmans, et de Khairat al-Chater, Frère musulman et l'une des plus grosses fortunes du pays.

Comme l'a avoué Abdallah Al-Achaal, l'ancien numéro 2 des Affaires étrangères égyptiennes dans le gouvernement Morsi, cette transaction arrangeait Obama, Israël, les Frères musulmans et le Hamas.

C'est cette affaire, qui est entre les mains des Sénateurs républicains américains, qui inquiète beaucoup Barack Obama, d'autant plus que ces Sénateurs réclament le remboursement illico des 8 milliards de dollars.

Le président américain pourrait toujours invoquer la raison d'État et sa volonté de "résoudre" définitivement le conflit israélo-palestinien, en offrant au Hamas –et non pas à l'autorité légitime palestinienne– un territoire qui appartient à l'Égypte, la fameuse solution de la "patrie de substitution". Il pourrait aussi mobiliser le lobby sioniste pour le défendre, mais il ne peut rien pour sauver la tête de Mohamed Morsi qui pourrait être jugé et exécuté pour Haute Trahison.

Interrogé avant-hier devant le Sénat, Obama a avoué que son gouvernement a dépensé 25 milliards de dollars, "avant et après la révolution égyptienne, pour que les Frères musulmans prennent le

pouvoir. Notamment dans les élections législatives et présidentielles”.

Obama a ajouté : ” Nous avons également soutenu les salafistes, mais moins que les Frères musulmans, qui étaient si désireux d’arriver au pouvoir qu’ils nous ont proposé de travailler pour nos intérêts et ceux d’Israël”.

En réponse à l’une des questions, il a indiqué que”les relations des Frères musulmans étaient très forte avec le Hamas et les mouvements extrémistes dans le Sinaï. Ils ont ainsi fait baisser les attaques contre Israël. Mohamed Morsi nous a été très rapidement d’un grand service dans la crise en Syrie lorsqu’il a rompu ses relations avec ce pays et qu’il a encouragé les Egyptiens à faire le djihad contre la Syrie”.

Lorsque le Sénateur lui a dit que cette politique s’avère être un échec puisque le pouvoir des Frères musulmans s’est écroulé et sur quelles données il s’est basé pour prendre de tels risques, Obama a répondu qu’il s’est fondé sur des rapports de renseignement et sur les analyses de Madame Patterson (ambassadeur des USA en Egypte), qui nous a convaincu que l’Egypte était définitivement sous le pouvoir des Frères musulmans”.

Source: [Algérie1](#)

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu’une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
